COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

**EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**Séance du 22 février 2008
(convocation du 11 février 2008)**

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Deux Février Deux Mil Huit à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPÉ Alain, M. HOUDEBERT Henri, M. BOBET Patrick, M. BRANA Pierre, M. BRON Jean-Charles, M. BROQUA Michel, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Alain, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DAVID Alain, Mme DESSERTINE Laurence, M. DUCHENE Michel, Mme EYSSAUTIER Odette, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, Mme LACUEY Conchita, M. LAMAISON Serge, M. MARTIN Hugues, M. MERCIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SEUROT Bernard, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, M. VALADE Jacques, M. ANZIANI Alain, M. BANAYAN Alexis, M. BAUDRY Claude, M. BELIN Bernard, M. BENOIT Jean-Jacques, Mme BOURRAGUE Chantal, Mme BRACQ Mireille, Mme BURGUIERE Karine, M. CANOVAS Bruno, Mme CARLE DE LA FAILLE Marie Claude, M. CASTEL Lucien, M. CASTEX Régis, M. CAZENAVE Charles, M. CHAZEAU Jean, Mme CONTE Marie-Josée, M. CORDOBA Aimé, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANE Michel, Mme DARCHE Michelle, M. DAVID Jean-Louis, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. DELAUX Stéphan, Mme DENON-BIROT Marie-Nelly, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, Mme DUBOURG-LAVROFF Sonia, M. DUCASSOU Dominique, Mme DUMONT Dominique, M. DUPRAT Christophe, M. DUTIL Silvère, Mme FAORO Michèle, M. FAYET Guy, M. FERILLOT Michel, M. FEUGAS Jean-Claude, M. GRANET Michel, M. GUICHOUX Jacques, M. HERITIE Michel, M. HOURCQ Robert, M. HURMIC Pierre, Mme ISTE Michèle, M. JAULT Daniel, Mme JORDA-DEDIEU Carole, M. JOUVE Serge, M. JUNCA Bernard, Mme KEISER Anne-Marie, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIER Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, M. MERCHERZ Jean, M. MONCASSIN Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NABET Brigitte, M. NEUVILLE Michel, Mme NOËL Marie-Claude, M. PARACHOU Serge, Mme PARCELIER Muriel, Mme PUJO Colette, M. QUANCARD Joël, M. QUERON Robert, M. REBIERE André, M. SARRAT Didier, M. SEGUREL Jean-Pierre, M. SIMON Patrick, Mme TOUTON Elisabeth, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. MARTIN Hugues (à cpter de 11 h 10)
M. FLORIAN Nicolas à M. DUPRAT Christophe
M. PUJOL Patrick à M. FAYET Guy
M. TOUZEAU Jean à Mme FAORO Michèle (jusqu'à 9 h 50)
M. BELIN Bernard à M. ANZIANI Alain (jusqu'à 9 h 50)
M. BANNEL Jean-Didier à M. CASTEX Régis
M. BELLOC Alain à M. CASTEL Lucien
M. BENOIT J. Jacques à M MOULINIER Maxime (jusqu'à 10 h 00)
Mme. BRUNET Françoise à M. BANAYAN Alexis
M. CARTI Michel à M. HOUDEBERT Henri
Mme. CAZALET Anne-Marie à Mme. DUBOURG-LAVROFF Sonia

M. GOURGUES Jean-Pierre à M. MERCIER Michel
M. MAMERE Noël à M. DANE Michel
M. MANSENCAL Alain à M. JUNCA Bernard
M. MILLET Thierry à M. NEUVILLE Michel
M. PETIT Alain à Mme. DARCHE Michelle
M. POIGNONEC Michel à M. SOUBIRAN Claude
M. PONS Henri à M. SIMON Patrick
M. RESPAUD Jacques à Mme. DIEZ Martine
M. TAVART Jean-Michel à M. BAUDRY Claude
Mme. VIGNE Elisabeth à M. MERCHERZ Jean

EXCUSE :

M. CANIVENC

LA SÉANCE EST OUVERTE

BEGLES - Terres Neuves - Implantation de l'Institut Régional de Formation et d'Enseignement (IRFE) de la Croix Rouge Française - Subvention d'équipement - Convention - Décision - Autorisation

Monsieur MERCIER présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

L'Institut régional de Formation et d'Enseignement constitue l'une des 4 missions fondatrices de la Croix Rouge (actions humanitaires à l'échelon international ; actions de solidarité en France ; gestion d'établissement sanitaires et sociaux ; formation). En Aquitaine, l'IRFE est le seul institut de formation de la Croix Rouge Française, qui prépare aux formations de santé (infirmières, aides soignantes, masseurs-kinésithérapeutes, cadres de santé) et du secteur médico-social (assistantes sociales, éducateurs, secrétariat médico-social).

I- Historique et descriptif du projet

L'IRFE occupe actuellement 1816 m² répartis sur 2 sites à Bordeaux (14 et 74 cours Saint-Louis). En raison des problèmes d'aménagement et de fonctionnement des locaux et à la fin du contrat de location conclu avec le Centre Communal d'Action Sociale de la ville de Bordeaux, l'établissement a débuté des recherches immobilières en vue d'une relocalisation.

En 2004, à l'issue de ces 3 années de recherches, il a été acté que le projet d'installation de l'IRFE serait réalisé au cœur d'une ancienne friche militaire à Bègles, dans le cadre de l'Opération de Renouveau Urbain du quartier Yves Farges-Terres Neuves. Ce projet donnera des moyens de développement à l'IRFE, en relogant le centre dans des locaux suffisamment spacieux et fonctionnels, afin de répondre aux besoins de formation tant d'un point de vue pédagogique qu'administratif.

II – Enjeux économiques pour notre agglomération

Les enjeux de ce projet, pour la Communauté Urbaine se situent à plusieurs niveaux :

- *L'adéquation du projet avec nos objectifs territoriaux :*

- L'implantation de cet établissement sur le site des Terres Neuves participera aux objectifs d'équilibre urbain et de **dynamique sociale : plus de 400 personnes travailleront ou étudieront sur le site** (plus de 350 étudiants et de 30 salariés).

- Par ailleurs, la présence de la Croix Rouge (organisme à vocation humanitaire, sociale, éducative et sanitaire) prend une dimension particulière dans ce type de quartier en pleine rénovation et développement : ce projet fait écho à la volonté de la CUB de développer des **actions à caractère économique, social et culturel dans les quartiers prioritaires**.

- Enfin, l'installation de cet établissement dans notre agglomération viendra renforcer un **pôle d'activités à caractère social, sanitaire et humanitaire**, qui est en train de se constituer avec l'implantation de Médecins Sans Frontières (Mérignac) et de Pharmaciens Sans Frontières (Bordeaux).

- Des impacts positifs en matière d'emploi et de formation pour l'agglomération :

- D'une façon générale, la formation d'un nombre élevé de professionnels du secteur médico-social (notamment d'infirmiers) correspond à un intérêt public majeur. **L'IRFE contribuera à cet objectif à travers ses 3 filières de formation :**

> l'Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) accueille plus de 200 étudiants (taux de réussite au Diplôme d'Etat entre 95% et 100%) ; il forme 13,5% des infirmiers en Gironde et 6,75% au niveau aquitain.

> l'école de Secrétariat Médico-Social (SMS) comprend une cinquantaine de places ; un partenariat entre l'établissement et le CHU permet à tous les jeunes certifiés de trouver un emploi dans les 6 mois maximum ; rappelons également que le certificat SMS de la Croix-Rouge est le seul diplôme en secrétariat médical reconnu par le Ministère de la Santé, et que les besoins de recrutement dans le secteur SMS (du fait des départs en retraite massifs) s'accroissent.

> la filière de Formation Professionnelle Continue (FPC) est en plein développement (plus de 60 stagiaires par an), notamment grâce à un projet de formation des auxiliaires de vie.

- La présence et le développement de ce centre va dans le sens de la **professionnalisation du personnel de ce secteur**, et pourra donc contribuer à former des professionnels de l'aide à la personne (aide au maintien à domicile des publics dépendants et semi-dépendants). L'agglomération pourra donc bénéficier de ces professionnels formés, afin de répondre aux **besoins croissants liés aux services aux personnes** ;

- Enfin, parmi ses projets prioritaires, l'IRFE participera aux efforts d'insertion sociale des publics en difficulté en réservant des places de formation à un nombre de **personnes en insertion** (bénéficiaires du RMI ou du PLIE) et en développant la formation dans le système de **Validation des Acquis de l'Expérience**.

Par ailleurs, les retombées fiscales pour la Communauté urbaine seront constituées du Versement Transport, dont le montant est difficilement évaluable à cette phase du projet.

III – Plan de financement de l'opération

Le projet immobilier porte sur une SHON de 2 606 m² sur le site des Terres Neuves à Bègles. Il se décompose en plusieurs parties :

- la réhabilitation de bâtiments existants, pour accueillir l'école de formation, l'administration de l'école, les salles de cours, un centre de documentation, une salle informatique ;

- la construction d'un bâtiment neuf, incluant un amphithéâtre de 280 places assises et une salle de 96 places, un hall d'accueil ainsi qu'un foyer pour étudiants.

La mise en service est prévue en septembre 2008.

La ville de Bègles a cédé gratuitement, avec convention d'usage, le bâtiment 25 et le terrain attenant sur l'ancien site militaire de l'ECMM. La SAEMCIB a inscrit au bilan financier de la Convention Publique d'Aménagement passée entre la ville de Bègles et l'aménageur, un montant de SHON équivalent à 651 500 €HT (correspondant aux 250 €HT/m² de SHON vendu aux investisseurs).

Le plan de financement de l'opération s'élève à 3 301 385 € TTC :

Dépenses	Montant	Ressources	Montant
Travaux	2 406 870,00	Apport Croix rouge (emprunts)	2 551 385
Honoraires et autres frais	311 975,58	Conseil Régional	600 000
Frais de notaire, branchements	46 777,00	Communauté Urbaine	150 000
Total HT	2 765 621,58		
Total TTC	3 301 385	Total	3 301 385

Le Conseil régional a confirmé sa participation lors de sa Commission permanente du 26 juin 2006 pour un montant de 600 000 €.

Ainsi et si tel est votre avis, il vous est proposé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

DECIDER l'attribution à I.R.F.E. Aquitaine, d'une subvention d'un montant de 150 000 €, pour la réalisation d'un institut de formation dans un bâtiment sur le site Terres Neuves à Bègles.

AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention, ci-annexée, en vue de régler, notamment, les modalités de versement de la subvention communautaire.

La dépense correspondante sera inscrite au chapitre 204, article 2042, fonction 900, programme DA 01 du budget de l'année 2008.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Le groupe des élus Communistes et apparenté ne prend pas part au vote

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 22 février 2008,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

REÇU EN PRÉFECTURE LE
14 MARS 2008

PUBLIÉ LE : 14 MARS 2008

M. JEAN-CHARLES BRON